

#

**COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE
DU TEXTILE ET DE LA BONNETERIE**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 22/10/2001
CONCERNANT L'INTRODUCTION DE L'EURO**

Vu les CCT n°69, n°70 et n°78 du Conseil National du Travail ;

Vu la Recommandation n°13 du 30/03/2001 du Conseil National du Travail relative à l'introduction de l'euro, en particulier l'invitation expresse faite aux commissions paritaires de "mettre dans les meilleurs délais à disposition de leurs membres, des employeurs et des travailleurs qui ressortissent à leur champ respectif de compétence de même que pour les représentants des employeurs et des travailleurs, les différents montants prévus entre autres dans les conventions collectives de travail conclues à leur niveau exprimés en BEF et en EUR après conversion opérée conformément aux dispositions des conventions collectives de travail n°69 et 70 des 17 juillet 1998 et 15 décembre 1998" ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre au plus tôt les dispositions qui garantissent la sécurité juridique dans les relations de travail une fois que l'euro sera introduit définitivement au titre de monnaie fiduciaire à partir du 1/01/2002 ;

Considérant la nécessité d'informer clairement et de toute urgence les partenaires sociaux concernant les montants sociaux en EUR qui seront applicables aux employés textiles à partir du 1/01/2002 ;

IL EST CONVENU ENTRE :

la Centrale Nationale des Employé(e)s,
le Syndicat des Employé(e)s, Techniciens et Cadres de Belgique,
la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part,

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT :

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

30-10-2001

26-11-2001

NR.

N° 59802/61214

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises textiles et de bonneterie qui relèvent de la compétence de la Commission Paritaire de l'industrie Textile et de la Bonneterie et à tous les employés qu'elles occupent, dans la mesure où les montants visés à l'article 5 de la présente convention leur sont applicables.

II. OBJET

Article 2

Afin d'éviter tout problème d'interprétation, les parties ont procédé à la conversion en EUR des montants en BEF figurant dans toutes les conventions collectives de travail qui sont applicables aux entreprises et travailleurs visés à l'article 1.

La présente convention collective de travail précise les règles de conversion et d'arrondi à appliquer et contient un tableau officiel de tous les montants visés à l'alinéa 1er, à l'exception de l'échelle de rémunération barémique et des rémunérations effectives, qui font l'objet de deux conventions collectives de travail distinctes.

III. REGLES DE CONVERSION ET D'ARRONDI EN EURO

Article 3

A partir du 1er janvier 2002, les montants en BEF visés à l'article 2 al.1er sont définitivement remplacés par les montants officiels en EUR figurant à l'article 5. Toutes les conventions collectives de travail visées à l'article 2 al.1er sont automatiquement adaptées à ces montants officiels en EUR.

Article 4

Les montants en BEF visés à l'article 2 sont convertis et arrondis en EUR par la présente convention collective de travail en application des règles légales en vigueur.

Ainsi, les parties conviennent de diviser ces montants en BEF par le coefficient légal de conversion de 40,3399 et d'arrondir ce résultat en EUR avec deux décimales supplémentaires par rapport au nombre de décimales en BEF, en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq.

IV. MISE A DISPOSITION DES MONTANTS OFFICIELS EN EURO

Article 5

Les montants officiels en EUR applicables à partir du 1er janvier 2002 sont ceux repris dans la troisième colonne du tableau officiel ci-dessous

PARITAIR COMITÉ NR 214		COMMISSION PARITAIRE N°214	
	BEF	EUR	
Algemene CAO dd 10/05/2001		CCT générale du 10/05/2001	
art. 11, al.1	800	19,83	art. 11, al.1
art. 11, al.2	800	19,83	art. 11, al.2
art. 12, al.1	1.300	32,23	art. 12, al.1
art. 12, al.2	1.300	32,23	art. 12, al.2
art. 31, al.1	6	0,15	art. 31, al.1
CAO Brugpensioen dd 10/05/2001		CCT Prépension du 10/05/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
	112.000	2776,41	
art.9 al.2	Arrondi à la centaine de francs supérieure (Afronding naar hoger honderdtal)	Arrondi à l'euro supérieur (Afronding naar hogere euro)	art.9 al.2

CAO Brugpensioen Nachtprestaties dd 10/05/2001		CCT Prépension Prestations de Nuit du 10/05/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
	112.000	2776,41	
art.9 al.2	Arrondi à la centaine de francs supérieure (Afronding naar hoger honderdtal)	Arrondi à l'euro supérieur (Afronding naar hogere euro)	art.9 al.2
CAO Sociale Begeleiding dd 24/02/1987		CCT Accompagnement Social du 24/02/1987	
art.2, al.1	85	2,11	art.2, al.1
art.2, al.2	100	2,48	art.2, al.2
art.4, a) al.2	100	2,48	art.4, a) al.2
art.4, a) al.3	100	2,48	art.4, a) al.3
	300.000	7.436,81	
Statuten Fonds voor Bestaanszekerheid CAO dd 13/10/2000		Statuts Fonds de Sécurité d'Existence CCT du 13/10/2000	
art. 16 a) al.2	150	3,72	art. 16 a) al.2
art. 16 b)	74.325	1.842,47	art. 16 b)

Une description indicative des montants officiels figurant dans ce tableau est fournie en annexe à la présente convention collective de travail.

Article 6

Tout montant en BEF non expressément visé par le tableau de l'article 5 doit être converti et arrondi en EUR dans le respect des principes légaux visés à l'article 4 alinéa 2 de la présente convention.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 7

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant notification d'un préavis d'au moins six mois au Président de la Commission Paritaire.

**ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 22/10/2001
CONCERNANT L'INTRODUCTION DE L'EURO (C.P. n°214)**

***Description indicative des montants sociaux
applicables à partir du 1/01/2002 dans le secteur textile (art. 5 de la CCT)***

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
C.C.T. générale du 10/05/2001			
art. 11, al.1	Augmentation des rémunérations mensuelles barémiques au 1/07/2001	19,83	800
art. 11, al.2	Augmentation des rémunérations mensuelles effectives au 1/07/2001	19,83	800
art. 12, al.1	Augmentation des rémunérations mensuelles barémiques au 1/01/2002	32,23	1.300
art. 12, al.2	Augmentation des rémunérations mensuelles effectives au 1/01/2002	32,23	1.300
art. 31, al.1	Indemnité kilométrique forfaitaire pour les trajets domicile-travail à vélo	0,15	6
C.C.T. Prépension du 10/05/2001			
art.9 al.1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (la CCT mentionne le montant de 109.800 BEF au 1/01/2001 = 2.721,87 EUR)	2.776,41	112.000
art.9 al.2	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	Arrondi à la centaine de francs supérieure
C.C.T. Prépension prestations de nuit du 10/05/2001			
art.9 al.1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (la CCT mentionne le montant de 109.800 BEF au 1/01/2001 = 2.721,87 EUR)	2.776,41	112.000
art.9 al.2	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	Arrondi à la centaine de francs supérieure



REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
C.C.T. Accompagnement social du 24/02/1987			
art.2, al.1	Allocation de chômage supplémentaire en cas de licenciement : montant jusqu'en 1994	2,11	85
art.2, al.2	Idem depuis 1995	2,48	100
art.4, a) al.2	Allocation journalière de chômage supplémentaire pendant max. 36 mois, en cas de licenciement des employés malades de longue durée (min. 6 mois d'incapacité de travail)	2,48	100
art.4, a) al.3	Allocation journalière de chômage supplémentaire pendant max. 10 ans, en cas de licenciement des employés de plus de 50 ans	2,48	100
	Montant cumulé maximum de l'allocation ci-dessus	7.436,81	300.000
Statuts Fonds de sécurité d'existence : CCT du 13/10/2000			
art. 16 a) al.2	Cotisation patronale annuelle par employé figurant sur la déclaration ONSS	3,72	150
art. 16 b)	Plafond des appointements mensuels bruts pour le calcul de la cotisation patronale en vue du financement des avantages sociaux : montant de référence au 1/01/1981 (correspond au plafond salarial de la CCT 17 du CNT = 2.721,87 EUR au 1/01/2001)	1.842,47	74.325

*

**PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN
VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 22/10/2001
BETREFFENDE DE INVOERING VAN DE EURO**

Gelet op de CAO's nr 69, nr 70 en nr 78 van de Nationale Arbeidsraad ;

Gelet op de Aanbeveling nr 13 dd 30/03/2001 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van de euro, meer bepaald het uitdrukkelijk verzoek aan de paritaire comités om "zo vlug mogelijk aan hun leden, aan de werkgevers en werknemers die onder hun respectievelijke bevoegdheidsfeer ressorteren alsook aan de vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers de verschillende bedragen te bezorgen die onder andere voorkomen in de op hun niveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten en die uitgedrukt zijn in BEF en in EUR na de omrekening als verricht overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr 69 en nr 70 van 17 juli 1998 en 15 december 1998" ;

Overwegende dat er zo snel mogelijk bepalingen moeten vastgelegd worden om de rechtszekerheid in de arbeidsbetrekkingen te garanderen, eens de euro definitief als chartale munt zal ingevoerd zijn vanaf 1/01/2002 ;

Overwegende de noodzaak om duidelijk en bij hoogdringendheid de sociale partners in te lichten omtrent de conventionele bedragen in EUR die op de textielbedienden vanaf 1/01/2002 van toepassing zullen zijn ;

WORDT TUSSEN

de Landelijke Bedienden Centrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel,
de Bond der Bedienden, Technici en Kaders van België,
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :

	NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR. N°
I. <u>TOEPASSINGSGBIED</u>	30 -10- 2001	20 -11- 2001	59802/01/24

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die onder de bevoegdheid vallen van het paritair comité voor de bedienden van de Textielnijverheid en het Breiwerk en op de bedienden die zij tewerkstellen, in de mate dat de in artikel 5 van onderhavige overeenkomst aangehaalde bedragen op hen van toepassing zijn.

II DOELSTELLING

Artikel 2

Teneinde elk interpretatieprobleem te vermijden, zijn de partijen overgegaan tot de omzetting in EUR van de bedragen in BEF die voorkomen in al de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de ondernemingen en hun werknemers als bedoeld in artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst preciseert de toe te passen omzettings- en afrondingsregels en bevat een officiële tabel waarin alle bedragen zoals bedoeld in de eerste alinea opgenomen zijn, met uitzondering van de baremieke weddeschaal en van de effectieve lonen, die het voorwerp uitmaken van twee afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomsten.

III. OMZETTINGS- EN AFRONDINGSREGELS IN EURO

Artikel 3

Vanaf 1 januari 2002 zullen de bedragen in BEF waarvan sprake in artikel 2 al. 1 definitief vervangen worden door de officiële bedragen in EUR zoals ze voorkomen in artikel 5. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten bedoeld in artikel 2 al.1 worden automatisch aangepast aan deze officiële bedragen in EUR

Artikel 4

De bedragen in BEF bedoeld in artikel 2 worden omgezet en afgerond in EUR door deze collectieve arbeidsovereenkomst met toepassing van de van kracht zijnde wettelijke regels.

De partijen komen overeen om deze bedragen in BEF te delen door de wettelijke omrekeningscoëfficiënt van 40,3399 en om het resultaat in EUR af te ronden met twee decimalen meer dan het aantal decimalen in BEF ; daarbij wordt met het cijfer volgend op de af te ronden decimaal geen rekening gehouden wanneer het lager is dan vijf en wordt de af te ronden decimaal met een eenheid verhoogd wanneer dat cijfer gelijk of hoger is dan vijf.

IV. TER BESCHIKKING STELLING VAN DE OFFICIELE BEDRAGEN IN EURO

Artikel 5

De officiële bedragen in EUR van toepassing vanaf 1 januari 2002 zijn deze opgenomen in de derde kolom van de hieronder weergegeven officiële tabel :

PARITAIR COMITÉ NR 214		COMMISSION PARITAIRE N°214	
	BEF	EUR	
Algemene CAO dd 10/05/2001		CCT générale du 10/05/2001	
art. 11, al.1	800	19,83	art. 11, al.1
art. 11, al.2	800	19,83	art. 11, al.2
art. 12, al.1	1.300	32,23	art. 12, al.1
art. 12, al.2	1.300	32,23	art. 12, al.2
art. 31, al.1	6	0,15	art. 31, al.1
CAO Brugpensioen dd 10/05/2001		CCT Prépension du 10/05/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
	112.000	2776,41	
art.9 al.2	Afronding naar hoger honderdtal (Arrondi à la centaine de francs supérieure)	Afronding naar hogere euro (Arrondi à l'euro supérieur)	art.9 al.2

CAO Brugpensioen Nachtprestaties dd 10/05/2001		CCT Prépension Prestations de Nuit du 10/05/2001	
art.9 al.1	37.925	940,14	art.9 al.1
	112.000	2776,41	
art.9 al.2	Afronding naar hoger honderdtal (Arrondi à la centaine de francs supérieure)	Afronding naar hogere euro (Arrondi à l'euro supérieur)	art.9 al.2
CAO Sociale Begeleiding dd 24/02/1987		CCT Accompagnement Social du 24/02/1987	
art.2, al.1	85	2,11	art.2, al.1
art.2, al.2	100	2,48	art.2, al.2
art.4, a) al.2	100	2,48	art.4, a) al.2
art.4, a) al.3	100	2,48	art.4, a) al.3
	300.000	7.436,81	
Statuten Fonds voor Bestaanszekerheid CAO dd 13/10/2000		Statuts Fonds de Sécurité d'Existence CCT du 13/10/2000	
art. 16 a) al.2	150	3,72	art. 16 a) al.2
art. 16 b)	74.325	1.842,47	art. 16 b)

Een informatieve beschrijving van de officiële bedragen die opgenomen zijn in de tabel wordt als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegd.

Artikel 6

Elk bedrag in BEF dat niet expliciet aangehaald wordt in de tabel opgenomen in artikel 5 moet omgezet en afgerond worden in EUR rekening houdend met de wettelijke principes zoals hernomen in artikel 4 alinea 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

V. EINDBEPALINGEN

Artikel 7

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002. Zij wordt voor onbepaalde duur gesloten en kan door elk van ondertekende partijen opgezegd worden, mits betekening van een opzeg van minstens zes maanden aan de Voorzitter van het Paritair Comité.

**BIJLAGE BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 22/10/2001
BETREFFENDE DE INVOERING VAN DE EURO (P.C. nr 214)**

***Informatieve beschrijving van de sociale bedragen van toepassing vanaf
1/01/2002 in de textielsector (art. 5 van de CAO)***

REFERENTIE IN DE CAO	INFORMATIEVE BESCHRIJVING	OFFICIEEL BEDRAG IN EUR	INDICATIEF BEDRAG IN BEF
Algemene C.A.O. van 10/05/2001			
art. 11, al.1	Verhoging van de baremieke maandwedden op 1/07/2001	19,83	800
art. 11, al.2	Verhoging van de effectieve maandwedden op 1/07/2001	19,83	800
art. 12, al.1	Verhoging van de baremieke maandwedden op 1/01/2002	32,23	1.300
art. 12, al.2	Verhoging van de effectieve maandwedden op 1/01/2002	32,23	1.300
art. 31, al.1	Forfaitaire kilometervergoeding bij woon-werkverplaatsingen per fiets	0,15	6
C.A.O. brugpensioen van 10/05/2001			
art.9 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de aanvullende vergoeding brugpensioen (stemt overeen met 2.776,41 EUR op 1/06/2001)	940,14	37.925
	Geactualiseerd plafond op 1/06/2001 van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen (CAO vermeldt bedrag op 1/01/2001 van 109.800 BEF = 2.721,87 EUR)	2.776,41	112.000
art.9 al.2	Afrondingsregel voor het netto-referteloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	Afgerond naar de hogere euro	Afgerond naar het hoger honderdtal
C.A.O. brugpensioen nachtprestaties van 10/05/2001			
art.9 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de aanvullende vergoeding brugpensioen (stemt overeen met 2.776,41 EUR op 1/06/2001)	940,14	37.925
	Geactualiseerd plafond op 1/06/2001 van het maandelijks brutoloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen (CAO vermeldt bedrag op 1/01/2001 van 109.800 BEF = 2.721,87 EUR)	2.776,41	112.000
art.9 al.2	Afrondingsregel voor het netto-referteloon voor de berekening van de vergoeding brugpensioen	Afgerond naar de hogere euro	Afgerond naar het hoger honderdtal

<i>REFERENTIE IN DE CAO</i>	<i>INFORMATIEVE BESCHRIJVING</i>	<i>OFFICIEEL BEDRAG IN EUR</i>	<i>INDICATIEF BEDRAG IN BEF</i>
C.A.O. sociale begeleiding van 24/02/1987			
art.2, al.1	Bijkomende dagelijkse werkloosheidsvergoeding bij afdanking : bedrag tot in 1994	2,11	85
art.2, al.2	Idem sedert 1995	2,48	100
art.4, a) al.2	Dagelijkse bijkomende werkloosheidsuitkering gedurende 36 maanden max. in geval van afdanking van langdurig zieke werknemers (min. 6 maanden arbeidsongeschikt)	2,48	100
art.4, a) al.3	Bijkomende dagelijkse werkloosheidsvergoeding bij afdanking werknemers ouder dan 50 j. gedurende max. 10 jaar	2,48	100
	Gecumuleerd max. bedrag van de vergoeding hierboven	7.436,81	300.000
Statuten Fonds voor bestaanszekerheid : CAO van 13/10/2000			
art. 16 a) al.2	Jaarlijkse werkgeversbijdrage per bediende voorkomend op de RSZ-staat	3,72	150
art. 16 b)	Maandelijks loongrens waarop de werkgeversbijdrage voor de financiering van de sociale voordelen wordt berekend : referentiebedrag op 1/01/1981 (stemt overeen met loongrens NAR CAO 17 van 2.721,87 EUR op 1/01/2001)	1.842,47	74.325